

Le 04 octobre 2022



Le syndicalisme engagé
au Quotidien



snup-cdc.fsu.fr

Salaires dans la Fonction publique : Revaloriser, vraiment, maintenant !

Entre 2009 et 2020, les salaires ont augmenté globalement de :

- 7,8 % (0,7 % par an en moyenne) dans le secteur privé,
- 1 % (0,1 % par an en moyenne) dans la Fonction publique

La dévalorisation des rémunérations conduit à **l'impasse pour les services publics**. Personnels sous-payés, déconsidérés dans leurs missions au service de l'intérêt général, précarisés dans leurs conditions d'emploi ou de vie : **ça suffit !**

Les politiques salariales menées pour la Fonction publique ont **refusé d'indexer le point d'indice sur l'inflation**. Au lieu de cela, des années de gel de la valeur du point d'indice et de refus de revalorisation des grilles indiciaires ont **dégradé les rémunérations, tassé les déroulements de carrière et nourri les inégalités**, notamment **entre les femmes et les hommes**.

Les gouvernements de ces dernières années ont consenti des revalorisations au coup par coup, métier par métier, **sans vue d'ensemble**, dans le but **d'imposer des primes et indemnités** et de maintenir les premiers indices des catégories C et B au niveau du SMIC. Mais celles-ci sont très souvent avant tout des outils managériaux, en plus d'être des compléments cherchant à masquer à court terme le **dévisage des rémunérations** de la Fonction publique **par rapport à l'évolution générale des salaires**.

La FSU et le SNUP CDC se battent pour imposer une tout autre logique et veulent gagner un changement complet de politique salariale, renouant avec les principes qui ont fait la grandeur de la Fonction publique, **reconnaissant celle de ses métiers**.

C'est d'un plan d'urgence dont la Fonction publique a besoin pour rendre leur sens aux rémunérations et aux missions qui font le service public. **Il y a urgence à réparer les carrières et leurs déroulements** saccagés par le gel de la valeur du point d'indice et aujourd'hui **engloutis par l'inflation**.

La FSU et le SNUP CDC revendiquent une revalorisation du point de 10% tout de suite, couplée à une mesure d'ajout uniforme de points sur l'ensemble de la grille indiciaire, et une refonte des carrières pour les revaloriser.

Mieux rémunérer les personnels de la Fonction publique, ça coûte trop cher ?


Une augmentation de 10% de la valeur du point représenterait environ 30 milliards à inscrire aux budgets de l'Etat et des collectivités territoriales.

Ce n'est pas tant que ça au regard d'autres dépenses de l'État et ça vaut le coup !

Financer l'éducation, la santé, la solidarité, les défis du changement climatique, l'ensemble des services publics, c'est un investissement de long terme. C'est la manière de sortir de la pratique des politiques publiques mal ficelées et qu'elles soient utiles à toute la population !

C'est un **choix de redistribution des richesses** sous la forme d'accès aux services et aux droits fondamentaux par le renforcement des services publics. Ce sont les personnels qui font le service public !

Et ce n'est pas plus cher que les mesures d'exonération fiscales prises depuis le premier Quinquennat Macron.

<p>Augmenter de 10% les salaires des personnels de la Fonction publique : 30 Mds d'€</p>		<p>Cadeaux fiscaux aux plus riches : 120 Mds d'€</p> <ul style="list-style-type: none">• suppression de l'ISF : 5 Mds• instauration de la « flat-tax » sur les revenus du capital : 15 Mds• suppression de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises : 10 Mds• ensemble des niches fiscales : 90 Mds
---	---	--


S'ajoutent à ces mesures fiscales, **des choix politiques de mobilisation des budgets publics au profit d'intérêts privés**. Les aides publiques aux entreprises, souvent sans contreparties et bénéficiant principalement aux grandes entreprises et multinationales, ont coûté annuellement 160 milliards d'euros depuis 2019. Résultat : les dividendes du CAC40 atteignent des chiffres records année après année.

Le gouvernement continue de mettre la Fonction publique dans une situation de disette au détriment des missions d'intérêt général.

Bref ! Il y a bien un choix politique qui engage, année après année, notre modèle social que la Fonction publique cimente. **Rémunérer dignement et mieux les personnels, c'est possible et c'est bon pour toute la société !**

Et, en plus, augmenter les salaires des agents publics, ça rapporte aussi ! Ce sont des cotisations et des impôts en plus, de la relance économique par la consommation.

Le 13 octobre, avec l'ensemble du mouvement syndical européen, **mobilisons-nous contre l'austérité**, pour une politique en faveur du monde du travail, pour une **augmentation des salaires**, pour **l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes**, la **transition écologique** et un **financement des services publics à la hauteur des besoins de la population !**



La bataille du pouvoir d'achat se poursuit en 2023 !